

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 29/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Travaux de Pompage et Assainissement

BP 9
Poste 145 GPMM
13016 Marseille

Références : D-0680-MRS-2024

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance) : 0006404570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement Travaux de Pompage et Assainissement implanté BP 9 Poste 145 GPMM 13016 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2024 sur les Composés Organiques Volatiles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Travaux de Pompage et Assainissement
- BP 9 Poste 145 GPMM 13016 Marseille
- Code AIOT : 0006404570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TPA exploite des installations de transit, regroupement, tri et traitement de déchets dangereux et non dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Action nationale 2024 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Demande d'action corrective	15 jours
2	Traitement des émissions - entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Traitement des émissions - consignes	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59	Demande d'action corrective	3 mois
6	Traitement des émissions - disponibilité documents	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Traitement des émissions- conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
4	Traitement des émissions - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Sans objet
7	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
8	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
9	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
10	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 3.2.3 et 3.2.4	Sans objet
11	Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 3.3.1	Sans objet
12	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté uniquement sur les émissions canalisées et diffuses de Composés Organiques Volatils. Elle a mis en évidence des écarts réglementaires (éventuelle nécessité de recenser des émissions diffuses sur l'outil GEREP, entretien de rétentions, traçabilité du contrôle et

de la maintenance des systèmes de traitement des émissions atmosphériques, élaboration de consignes d'exploitation) pour lesquels une action rapide de l'exploitant peut être mise en œuvre. Ainsi, pour ces constats, une lettre de suite préfectorale est adressée à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que le site est équipé de 2 points de rejets canalisés, conformément à l'arrêté préfectoral du 24/06/2021. Un point de rejet se situe au niveau de l'aire de dépotage des camions. Le dispositif permet de capter les événements des 6 cuves. Les émissions passent ensuite dans un filtre à charbon actif avant rejet à l'atmosphère. Le second dispositif de captation est au niveau de l'unité de pré-traitement, située dans le hangar. La canalisation est externe, d'une longueur d'environ 85 m. Les effluents gazeux passent dans un filtre à charbon actif, avant rejet dans l'air. Concernant les émissions diffuses, l'exploitant indique ne pas en avoir. Après vérification sur site, il ressort la présence de 5 zones potentielles d'émissions diffuses au niveau de l'unité de dépotage (purgés des cuves et puisards de dépotage). L'exploitant précise que les zones sont régulièrement pompées dans une cuve avant injection dans la filière de traitement. La visite terrain a également permis de constater que des émissions diffuses sont possibles au niveau de la zone de stockage des déchets conditionnés (armoires des aérosols, rétentions souillées).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant justifie d'une part du nettoyage des rétentions, et d'autre part de la nécessité de déclaration de ses émissions diffuses dans l'outil GEREPE, à l'aide de la grille de calcul de l'outil.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Traitement des émissions - entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des émissions - entretien
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas disposer d'un registre des incidents de fonctionnement ni d'un plan d'entretien. Il précise que les analyses semestrielles sur le paramètre COVT (composés organiques volatils totaux) sont un indicateur de la saturation des 2 filtres à charbon.</p> <p>Concernant le rejet n°2 (aire de dépotage), le filtre actuel a été mis en œuvre lors de la mise en service en février 2022.</p> <p>Concernant le rejet n°1, l'unité de traitement a été mise en service en 2004. Le conteneur est rempli de 6 tonnes de charbon actif. L'exploitant indique un remplacement environ tous les 4 à 5 ans mais n'a pu produire des justificatifs.</p> <p>Enfin, l'exploitant indique n'utiliser aucun réactif dans le traitement des émissions atmosphériques. L'air capté dans les installations passe uniquement dans les filtres à charbon actif.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant met en place et transmet à l'inspection un registre de maintenance des filtres à charbon actif qui recense les résultats des contrôles périodiques réalisés sur les équipements, les éventuels incidents de fonctionnement, et les dates de remplacement des filtres. De plus, l'exploitant justifie de la nécessité du remplacement du filtre à charbon actif pour le rejet n°1.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Traitement des émissions- conception

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les installations de traitement des émissions atmosphériques (extraction d'air et filtres à charbon actif) n'ont connu aucun dysfonctionnement depuis leur mise en service respective ayant généré leur indisponibilité. La traçabilité de cette analyse est demandée dans le cadre du point de contrôle n°1.</p> <p>Il précise que les installations sont à l'arrêt en dehors des horaires de travail.</p> <p>Concernant le rejet n°1, il peut arriver que l'extracteur d'air s'arrête (généralement en cas de</p>

<p>coupure d'électricité). Un voyant s'allume alors en salle de contrôle et l'extraction est réenclenchée dans des délais courts. Concernant le rejet n°2, l'unité fonctionne uniquement en période de dépotage.</p> <p>De même, lors du remplacement du charbon actif, les installations de traitement sont arrêtées. Compte tenu de la durée d'indisponibilité du filtre à charbon actif, la programmation de l'intervention est réalisée en concertation avec l'exploitation.</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place de formations particulières des employés. Il est en cours de formalisation des consignes d'exploitation liées aux systèmes de traitement des émissions atmosphériques, les suites de l'inspection sur ce sujet sont traitées dans le cadre du point de contrôle n°5.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Traitement des émissions - matériel disponible

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des émissions - matériel disponible</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir sur site de produits ou matières consommables. La commande du charbon actif est programmée selon les résultats des mesures de COVT.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Traitement des émissions - consignes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation et de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>[...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.</p> <p>[...]</p> <p>- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p>

Constats :
Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que l'effectif du site est constitué de 12 salariés dont 2 affectés à la gestion des installations. Il a également précisé ne pas disposer de procédures, notamment pour le suivi / maintenance des systèmes de traitement des émissions atmosphériques. Cependant, des consignes sont en cours d'élaboration (exploitation ; phase de démarrage...). L'objectif de l'exploitant est une mise en œuvre pour fin 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant élabore, met en œuvre et transmet à l'inspection les consignes et plan de formation relatifs à la conduite de l'exploitation et des systèmes de traitement des émissions atmosphériques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Traitement des émissions - disponibilité documents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes et documents
Prescription contrôlée :
Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats :
Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter les 2 derniers justificatifs du remplacement du charbon actif sur le dispositif de traitement du rejet n°1.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant transmet les justificatifs associés aux deux derniers remplacements du charbon actif sur le rejet n°1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Surveillance des rejets - mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée :
III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats :
La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant fait bien réaliser des mesures semestriellement sur le paramètre COVT en sortie des systèmes de traitement. La mesure du second semestre 2023 a été effectuée par l'APAVE, accréditée jusqu'au 30 juin 2025 pour ce

paramètre.

L'analyse par sondage du rapport n°12632121-002 d'octobre 2022 n'a pas mis en évidence d'anomalies concernant notamment les conditions de mesurage, les normes utilisées ou encore les résultats.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des rejets - programme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets

Prescription contrôlée :

II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Constats :

Les mesures ont été réalisées selon les normes NF EN 12619 (COVT) et XP X 43-554 (COVNM).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets - justification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de dépassement de la valeur limite d'émission concernant le paramètre COVT.

Les rapports 2021 et 2022 indiquaient 1 seul mesurage sur les 3 nécessaires. Par courriel du 16 avril 2024, l'exploitant a transmis les rapports corrigés par l'organisme agréé. Les 3 mesurages avaient bien été réalisés mais un problème sur le logiciel de l'organisme a globalisé leur saisie dans les rapports.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Respect des VLE - conformité aux rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 3.2.3 et 3.2.4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

Article 3.2.3 Conditions générales de rejet

Débit des effluents gazeux et vitesse minimale d'éjection :

- Rejet n°1 : 15 000 Nm³/h ; 12 m/s

- Rejet n°2 : 2 000 Nm ³ /h ; 5 m/s
Article 3.2.4 Valeur limite d'émission pour chaque point de rejet Paramètre COVT (Composés Organiques Volatiles Totaux) : 30 mg/Nm ³
Constats : Les rapports de surveillance semestrielle de l'année 2023 (et renvoi des versions actualisées des rapports pour les années 2021 et 2022) ont été présentés par l'exploitant. Il n'a pas été constaté de dépassement de la VLE sur le paramètre COVT. Le blanc de site est bien réalisé. Par ailleurs, l'exploitant suit volontairement le paramètre H ₂ S (hydrogène sulfuré). Le flux demeure très largement inférieur à 1 kg /h (article 59 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998) et ne nécessite donc pas de suivi permanent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Respect des VLE - tableau des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 3.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : Autosurveillance des rejets : Paramètres : Débit ; COVT Fréquence : semestrielle Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence. [...] Au moins une fois par an (ou selon les périodicités prévues par le présent arrêté), l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, accrédité par le COFRAC ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de Coordination européenne des organismes d'accréditation. [...]
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant respecte les dispositions de son arrêté préfectoral en termes d'auto surveillance des rejets atmosphériques. L'exploitant sous-traite les 2 mesures semestrielles à un organisme accrédité pour le paramètre COVT.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Constats :

La visite d'inspection permis de constater que l'exploitant n'utilise pas de solvants sur son site. En effet, il emploie des produits comme l'OWT qui participe à la coagulation des eaux à traiter. Il n'est donc actuellement pas soumis à l'élaboration d'un plan de gestion des solvants.

Type de suites proposées : Sans suite